Mais, Monsieur, le terrain économique était-il celui qui se prêtait le mieux à la démonstration de votre thèse ? — Y êtes-vous même dans la vérité ? — Ne préparez-vous point des positions trop avantageuses, je ne dis pas au socialisme, mais à la tyrannie soit des classes lettrées, si elles reprennent leur domination naturelle sur le suffrage universel ; — soit aux classes illettrées, si le socialisme parvient à s'emparer, d'une façon durable, de leur conscience électorale ?

Comme vous n'imaginerez pas un gouvernement sans impôt ; comme l'État a, de droit naturel, la main dans la poche de tout le monde, vous ne pouvez pas poser une question de principe sur le terrain économique. — C'est une question de plus ou de moins. — L'État prendra trop ou trop peu d'argent ; — il le prendra plus ou moins judicieusement, ici ou là ; — il l'emploiera plus ou moins utilement : — ce sont là des discussions de fait et de détail, non de principe.

Par exemple, un gouvernement qui prétend prohiber la libre discussion de son propre principe d'autorité (suivant la théorie de M. Thiers), ce gouvernement commet un crime contre les minorités, et surtout contre la nation qui a intérêt à connaître la vérité par la discussion. Il n'y a pas ici de plus ou de moins : c'est un dogme et un dogme absolu sous la souveraineté populaire.

Mais que l'État établisse un impôt sur le revenu ; — qu'il l'établisse dans telles ou telles quotités ; sur tels ou tels chiffres proportionnels ou même progressifs : vous pouvez trouver l'impôt mauvais, mal conçu, mal réparti ; — et plus tard, mal dépensé ; — vous pouvez démontrer tout cela, et vous ne pourrez pas dire qu'un droit inviolable ait été violé ; qu'une tyrannie ait été exercée ; que la majorité ait abusé de son pouvoir.

Cette distinction vous paraît-elle trop métaphysique ? — Voulez-vous que je la démontre par la raison pratique ?

Admettons qu'il ait été commis quelque grande iniquité dans le domaine économique ; dans la répartition ou l'emploi de l'impôt. Si cette iniquité est jugée telle par la conscience générale, j'affirme qu'elle ne durera pas, qu'elle sera promptement rétractée par le législateur, si les droits inviolables des minorités ont été respectés ; si la liberté de